

## LISTE ECOLE EMANCIPEE

**Notre société ne va pas bien.** Crise du logement, crise de l'emploi : la flexibilité et la précarité deviennent la norme, les licenciements se multiplient, la pauvreté augmente. Les gouvernements successifs ouvrent les services publics à la concurrence et réduisent l'emploi public. Avec le sabotage de la Sécu, ce sont toutes les solidarités sociales qui sont dynamitées. Etat moins social mais plus répressif, contre les jeunes, les immigrés, les mouvements sociaux.

**Dans l'éducation, la loi Fillon représente un véritable « tournant » pour l'école,** avec le socle commun pour ambition, le PPRE comme seule réponse à la difficulté scolaire, le démantèlement des ZEP. Une école du tri social se met en place, complétée par l'apprentissage à 14 ans. Aujourd'hui, le rapport Lunel sur l'orientation organise le transfert des missions des Copsy sur les enseignants et favorise l'apprentissage et l'entreprise dans l'école.

### **Travailler toujours plus ...**

La remise en cause des décrets de 50 c'est l'allongement du temps de travail, les pertes de salaire, la dénaturation de nos missions. Modifier nos statuts, c'est modifier la conception même de notre travail. Beaucoup, au gouvernement et parmi les « présidentiables », proposent un temps de présence des professeurs fixe dans les établissements : mais ce ne sera pas pour y préparer nos cours ou corriger nos copies. Nous serons contraint-es d'effectuer toutes les tâches (administratives, de remplacement ou surveillance) laissées vacantes par une pénurie organisée de personnel.

### **Sous un autoritarisme grandissant...**

Accroître le pouvoir des chefs d'établissement c'est leur permettre d'imposer de nouvelles tâches à des personnels rendus corvéables, et de mieux les contrôler. Rajoutez la bivalence et l'obligation de se partager entre plusieurs établissements, vous multipliez les économies, et peu importe la qualité de l'enseignement que reçoivent les élèves !

**Face à cela, les réponses ont été nombreuses, qui ont pris la forme de luttes, de mouvements sociaux :** les lycéens contre la loi Fillon en 2005, la résistance du RESF, la victoire des jeunes sur le CPE qui montre que la lutte paie. Les grèves de septembre, décembre et février ont permis d'inviter les questions éducatives dans la campagne électorale. Mais pour l'Ecole Emancipée, après les élections, la lutte doit continuer, pour le retrait du décret De Robien, pour le rétablissement des postes, pour la non application des préconisations de Lunel !

**Nous voulons une autre Ecole dans une autre société** qui ne fera pas le jeu du libéralisme. Une société de l'égalité des droits, qui en finisse avec l'exclusion économique, sociale et culturelle des populations pauvres, des sans-papiers, raflés et expulsés, des étrangers en situation régulière qui se voient refuser leurs droits de citoyen. L'Ecole Emancipée défend la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote des étrangers à toutes les élections. Nous voulons une société qui ne se sert pas

de la peur de l'autre pour faire passer des politiques sécuritaires qui n'ont pour objet que la surveillance généralisée, qui ne construit pas des prisons pour mineurs, comme à Lavaur, au lieu d'ouvrir des écoles, et qui n'organise pas le fichage systématique de toute la population, en commençant par les catégories les plus fragilisées socialement.

**Le SNES doit porter un vrai projet éducatif offensif, car une autre école est possible !** Refuser l'orientation précoce, se donner les moyens de la réussite scolaire des élèves et de leur épanouissement, sont des ambitions qui ne relèvent pas de l'utopie mais de la justice sociale.

**Cette école là ne peut être mise en œuvre que par des personnels formés et respectés dans leur statut et leurs missions.** Il faut combattre la mise sous tutelle de nos métiers, notamment par la mise en place du conseil pédagogique, mettre fin à la précarité des personnels en titularisant immédiatement tous les précaires et cesser de recourir à ces formes d'emploi indignes qui détruisent la fonction publique, il faut rouvrir largement les postes au concours.

**La défense quotidienne des personnels, un élément essentiel de la lutte syndicale.** Nous devons tout faire pour que les commissions paritaires demeurent des lieux où les délégués du personnel pèsent sur les décisions d'un recteur rendu plus autoritaire par la réforme de l'Etat qui accroît son pouvoir. Seuls des personnels mobilisés peuvent battre en brèche des décisions présentées comme administratives, mais en réalité très politiques. C'est ce paritarisme qui s'appuie sur la mobilisation des personnels que nous défendons.

**Tenir le cap des luttes pour ne pas glisser vers un syndicalisme d'accompagnement.**

Comment pourrait-on ne pas se mobiliser quand il s'agit pour le pouvoir de dynamiser les ZEP, de torpiller les statuts, de détruire les missions de l'école ? A l'Ecole Emancipée, nous sommes fiers que le SNES ait eu le courage de dire « non », et nous nous battons pour qu'il s'engage localement et nationalement plus activement dans la lutte.

Le SNES doit construire une riposte globale car c'est une attaque globale et cohérente qui détruit aujourd'hui tout le service public d'éducation. C'est donc avec la FSU, de façon unitaire, que nous devons mener les batailles, et construire notre projet pour l'école et pour tout le service public.

**Le syndicat est aussi un outil de démocratie sociale, nous défendons l'idée qu'il faut promouvoir le pluralisme,** à tous les échelons du syndicat, en respectant les minorités, en leur donnant des espaces d'expression. Le SNES doit favoriser les formes d'organisation (assemblées générales, collectifs ...) qui permettent à toutes et tous de construire la lutte et d'y participer.

Dans l'académie de Toulouse, pour que le SNES développe une orientation de lutte et de transformation sociale, votez et faites voter pour la liste « Ecole Emancipée ».